

BUDGET - FINANCES

GROUPE DES ELUS COMMUNISTES

**Conseil régional
Réunion du 27 mars 2009**

Intervention de Daniel Gilles Remboursement anticipé des fonds de compensation de la TVA

Monsieur le Président, cher(e)s collègues,

Certains ont parfois évoqué dans cette enceinte le « fighting spirit » de nos cousins irlandais qui pourrait participer aussi de l'esprit breton.

Ils pensaient peut être à la vitalité économique de la Bretagne, à l'engagement des bretonnes et des bretons, de toutes celles et ceux qui entreprennent ou s'engagent pour les autres pour défendre et développer leurs territoires.

Mais, ils pensaient aussi aux justes luttes sociales ou sociétales du monde du travail, aux volontés de résister aux mauvais coups, de participer aux efforts nécessaires et de recevoir un juste retour dans la répartition des fruits du progrès, de réclamer sans relâche une action publique protectrice en particulier pour les moins favorisés. (Les manifestations sociales des 29 janvier et 19 mars qui ont rassemblé des dizaines de milliers de femmes et d'hommes attestent de la colère qui enfle).

Peut être pensaient ils même au refus du peuple irlandais après celui des néerlandais et de la France d'approuver benoîtement les dogmes de la concurrence libre et non faussée, les logiques, les critères et mécanismes financiers de Maastricht à Lisbonne et leur volonté exprimée librement de changer d'Europe.

Notre vitalité et cet esprit ont permis jusque là d'endiguer les effets néfastes d'un système, qui fait pourtant grandir injustice, chômage, précarité, mal vivre.

Mais, nous constatons, ces dernières semaines, une envolée grave du chômage en Bretagne, qui, malheureusement, semble loin de fléchir.

Rien qu'en février 2009, 4 700 personnes se sont inscrites au Pôle Emploi après 2 800 inscriptions en janvier 2009. La demande d'emplois augmente ainsi de 5% en un mois en Bretagne, après 3,5% en janvier avec une poussée du chômage relativement plus forte dans les Côtes d'Armor et l'Ille et Vilaine.

C'est dans la filière automobile bien implantée en Ille et Vilaine mais aussi dans le Morbihan que les mauvaises nouvelles se sont multipliées. Dans son discours à Saint Quentin le 24 mars dernier, Nicolas Sarkozy déclarait que le plan de soutien à l'automobile avait permis de sauver des milliers d'emplois. Nous ne pouvons être que dubitatifs face ses propos et attendons du concret pour les sites de Rennes ou de la SBFM de Lorient, notamment.

L'industrie agroalimentaire, premier pilier de l'industrie régionale, n'est pas non plus épargnée. Et, l'inquiétude grandit dans d'autres secteurs industriels, dans le bâtiment, dans les services, le tourisme...

Par ailleurs, en Bretagne les offres d'emplois enregistrés au niveau du Pôle Emploi, sont en forte chute soit -17% en un mois; concernant l'intérim, c'est l'hécatombe.

Ce sont aussi les jeunes qui souffrent, particulièrement touchés par le chômage.

Certains dissertent sur ces graves difficultés et les déclarent fatales, inhérentes à une crise mondiale où personne n'est au fond responsable. On guette les annonces de messies comme (excusez de l'incongruité) celle du gouverneur de la Banque Centrale Européenne JC Trichet qui nous annonce doctement une reprise début 2010 tandis que tel autre pseudo économiste patenté, qui n'a pas plus que le précédent, rien vu venir, dit le contraire...

J'ai bien entendu l'ensemble des débats sur l'ensemble des bancs, nous sommes de plus en plus nombreux à penser que c'est le système lui-même : le capitalisme et ses évolutions financières qui sont en cause, un système qui ne peut être ni refondé ou moralisé, mais qui doit être dépassé.

Le problème, au fond, c'est que le gouvernement français comme les majorités libérales de l'Europe sont du côté de ceux dont le souhait profond est de pouvoir relancer la machine infernale de l'accumulation financière, de la spéculation, des taux de profits exorbitants, de l'enrichissement scandaleux de quelques uns, pour pouvoir continuer d'exploiter, de dominer et d'aliéner.

Vous avez eu raison, Monsieur le Président, de souligner l'insuffisance absolue de l'action de la Commission européenne et de Mr Barosso.

Nicolas Sarkozy quand à lui, fait mine de donner la leçon aux actionnaires, aux dirigeants des grandes entreprises quand à leurs profits et leurs rémunérations plus que scandaleuses, mais dans les faits, aucune législation réelle ne vient concrètement changer les choses.

Pire on justifie une fois de plus le honteux bouclier fiscal pour ces nantis qui privent l'action publique de 15 millions d'euros par an.

Le plan dit de relance économique n'a rien relancé, quand au pouvoir d'achat des travailleurs c'est rien du tout sauf peut être pour certains amis proches du pouvoir.

C'est dans ce contexte de crise et de ses conséquences néfastes que le Conseil régional de Bretagne, avec des moyens qui sont de plus en plus corsetés par des choix négatifs pour les collectivités sur la fiscalité ou les dotations de l'Etat, collectivités que l'on remet en plus en cause à tous les étages, a pris ses responsabilités en votant un amendement en décembre 2008 abondant de 12 Millions d'euros le budget sur différentes lignes.

Cela participait certes modestement, mais dans le cadre d'un investissement public dans nos compétences à assurer un meilleur élan à l'investissement public et un signal de confiance, nous prolongeons cette logique en acceptant la convention avec l'Etat sur le remboursement anticipé du Fonds de compensation de la TVA (FCTVA) à hauteur de 18 Millions pour 2009.

Il est inutile de rappeler:

- Que ce sont des sommes dues et dont le remboursement est partiel
- Que l'introduction dans l'enveloppe normée du FCTVA produira des effets négatifs sur l'abondement par l'Etat de ses dotations et sur les maîtres d'ouvrage.
- que c'est d'abord par notre action opiniâtre et régulière autour des grands chantiers fédérateurs et ambitieux que nous continuons à dérouler sur la base de notre programme et des contractualisations avec les territoires que nous participons à résister et à dire notre confiance dans l'avenir.

Le choix de tout inscrire en investissement et d'accélérer certains programmes comme la ventilation de ces 18 Millions d'euros nous paraissent pour l'essentiel participer d'une logique efficace étant basée sur de l'investissement public catalyseur, sur nos compétences et des projets prioritaires et prêts à être lancés sans délais en accélérant les travaux dans les ports, au travers du PPI des lycées ou encore pour le bâtiment, dans le tourisme et les bâtiments d'élevage.

La crise aura ainsi eu au moins une vertu : celle de démontrer l'importance et la nécessité de l'investissement public, que souvent nos oppositions veulent limiter...

Nous serons par contre plus prudents et surtout exigeants concernant les aides versées aux entreprises.

Si nous n'y sommes pas totalement opposés. Nous voulons être plus que vigilants en travaillant sans cesse les questions: Quelles entreprises ? A quelles conditions ? Quelle gouvernance pour les choix effectués ? Quelle traçabilité pour ces aides? Quelle action réelle et claire pour l'emploi?

Et surtout mettre tout en œuvre pour éviter les habiles tours de passe-passe entre des holdings et leurs filiales, les chasseurs de primes.

Dans un contexte où chaque jour, des licenciements et des restructurations s'effectuent au sein d'entreprises qui reçoivent des aides et distribuent parachutes dorés, bonus, actions gratuites, stock-options et rémunérations indues à leurs dirigeants, nous ne pouvons nous exempter d'être encore plus regardant sur l'utilité et la traçabilité des aides versées.

La crise peut d'une certaine manière permettre de réhabiliter la place du politique par rapport aux acteurs de l'économie et surtout de la finance à ceux qui entendent décider selon leurs dogmes financiers conduisant aux catastrophes, la politique du crédit et les choix économiques essentiels.

Profitons-en !!!

Que le monde du travail, les citoyens donnent de la voix face aux banquiers de tous poils et autres comités d'administrations obscurs d'actionnaires à l'horizon borné à la rentabilité et le profit à court terme, et face aux politiciens complices.

Ainsi, Monsieur le Président, chers collègues je dirai pour conclure : vive le fighting spirit en Bretagne!!!